

- [Accueil](#) >
- [Actualités](#) >
- [Archives 2023](#) >
- Une nouvelle taxe à « 112 millions » sur les déchets sauv...

Une nouvelle taxe à « 112 millions » sur les déchets sauvages en Wallonie ?

Catégorie

Actualité

Publication

14/07/2023

Une nouvelle taxe à « 112 millions » sur les déchets sauvages en Wallonie ?

Le gouvernement wallon doit se prononcer sur la mise en place (ou non) d'une nouvelle taxe sur les déchets sauvages et qui serait supportée par les entreprises.

La taxe sur les déchets sauvages qui doit être décidée par le gouvernement wallon découle d'une directive européenne datant du 5 juin 2019 et qui prévoit une responsabilité élargie des producteurs concernant certains produits en plastique à usage unique. Selon celle-ci, il revient notamment aux producteurs et distributeurs de supporter les coûts liés aux déchets sauvages résultant de leurs produits. Comeos, la fédération du commerce et des services, et Fevia, la fédération de l'industrie alimentaire belge, jugent « inacceptable » le montant de la taxe qui se profile en Wallonie, et qui serait jusqu'à trois fois plus important que dans les pays voisins. « Dans le projet présenté au parlement, le coût des déchets sauvages à payer par les entreprises pour les emballages s'élève à près de 112 millions d'euros. Cela revient à un montant de plus de 10€ par habitant par an », explique le CEO de Fevia, Bart Buysse. « Cependant, nos pays voisins appliquent des montants d'un ordre de grandeur beaucoup plus faible. En France, en Allemagne et aux Pays-Bas, le coût estimé par habitant est respectivement de 3 euros, 3,5 euros et 5,5 euros. Le montant payé en Belgique est donc jusqu'à trois fois plus élevé, ce qui est totalement inacceptable et met en danger notre position concurrentielle. »

« Un nouveau coup dur qui ne fait que jouer en faveur de la concurrence étrangère »

Fevia et Comeos rappellent par ailleurs que cette nouvelle charge s'ajoutera aux coûts déjà existants pour les entreprises en matière d'emballage. « 205 millions d'euros pour la collecte et le recyclage, 345 millions d'euros pour la taxe fédérale sur les emballages de boissons, qui pourrait elle-même encore être augmentée de 60 millions d'euros à partir du 1er octobre 2023. Ajoutez à cela 112 millions d'euros et vous arrivez à 722 millions d'euros sur la facture des entreprises », calculent les deux organisations. C'est beaucoup trop, estiment-elles, en particulier dans le contexte actuel. « Le mois dernier, nous avons publié une étude montrant que les achats transfrontaliers en France avaient augmenté de plus de 60% au premier trimestre de cette année par rapport à la même période de cette année », souligne Dominique Michel, CEO de Comeos. « Cette nouvelle taxe de 112 millions d'euros est un nouveau coup dur qui ne fait que jouer en faveur de la concurrence étrangère. »

Au printemps dernier, Gondola Academy avait réalisé un test, en collaboration avec le cabinet d'études spécialisé dans la comparaison des prix Daltix, afin de déterminer si les achats effectués à l'étranger étaient toujours plus avantageux pour le consommateur, et dont les résultats peuvent être consultés [ici](#). « Le commerce transfrontalier restera un problème pour la Belgique, surtout à une époque où les prix des supermarchés montent en flèche », en avait conclu Martijn Martens, research lead chez Gondola Academy. « Les décideurs politiques ne devraient pas seulement se préoccuper de la position concurrentielle des détaillants en Belgique, mais aussi dans les pays voisins », avait-il ajouté. Le gouvernement wallon ne semble pas l'avoir entendu...

[Retour aux actualités](#)